Rapport de Pierre Komorov, Secrétaire général, Adopté par le Comité Central du 16 octobre 2021

La position du PCRF sur les élections présidentielles et législatives de 2022

I/ Poser la question de l'attitude vis-à-vis de l'État.

« D'une façon générale, on peut dire que la tendance à éluder la question de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'Etat, tendance avantageuse pour l'opportunisme qu'elle alimentait, a conduit à la déformation du marxisme et à son total avilissement » (Lénine. Chapitre VI de « l'Etat et la révolution », (souligné par l'auteur).

Le PCRF considère dans son bilan critique et autocritique de l'histoire du mouvement ouvrier français que la racine politique des déviations des divers partis révolutionnaires : blanquiste, parti socialiste, PCF, PCMLF, provient de l'ignorance, de l'incompréhension, de la non assimilation de la théorie matérialiste de l'Etat, ce qui a constamment alimenté les diverses formes d'opportunisme dans la pratique : parlementarisme, légalisme, chauvinisme, subordination du mouvement ouvrier à la bourgeoisie « républicaine ». Nous en touchons un mot dans la brochure *Les voix de la construction du Parti* .

Poser la question de l'attitude des marxistes envers les élections, c'est avant tout poser la question de la nature de l'Etat sous le mode de production capitaliste.

Aussi longtemps que la société sera divisée entre *exploiteurs* (propriétaires privés des moyens de production et d'échange) et *exploités* (prolétariat et travailleurs obligés de vendre leur force de travail pour vivre), les exploiteurs auront besoin d'un corps législatif, politique, judiciaire, répressif et armé : l'Etat !

Dans notre programme, nous écrivons « *De manière générale, l'État est un instrument de domination au service de la classe dominante d'une société dans un mode de production donné. Dans notre pays, comme dans les pays capitalistes, l'État est au service du capital financier (fusion du capital industriel et du capital bancaire). Disposant d'outils multiples, il permet de maintenir sa domination de classe sur le peuple-travailleur. Lors des contestations, l'État bourgeois applique la répression grâce à sa police et à un arsenal juridique (lois, état d'urgence...) et judiciaire. C'est le même État qui met en place des mesures antipopulaires et réactionnaires et aménage le territoire dans le seul but de répondre aux intérêts du capital. Les changements de gouvernement ne modifient rien quant à la nature de classe de cet État : droite ou gauche, les gouvernements appliquent une politique en faveur de la classe bourgeoise et cassent les conquêtes sociales du peuple-travailleur* ».

« *L'Etat est un organisme de domination de classe, d'oppression d'une classe par une autre* » (K.Marx).

Cette domination de classe est qualifiée de *dictature* par les marxistes, car cette domination est sans partage ; la bourgeoisie, classe dominante sous le capitalisme, dirige l'Etat et l'ensemble de la société. Bien entendu, la bourgeoisie va présenter sa dictature de classe comme la « démocratie ». Tant dans l'infrastructure économique, grâce aux rapports de production capitalistes, que dans la superstructure (Etat, institutions idéologiques, medias, école, justice, églises, partis au pouvoir…), la bourgeoisie va diffuser sa conception du monde. « *Dans la société capitaliste, les idées dominantes sont celles de la classe dominante* » (K.Marx).

L'ensemble des institutions sous le capitalisme diffuse l'idée que l'Etat reconnaît l'égalité des citoyens devant la loi, reflétée par le suffrage universel aux élections. « *Un homme égale une voix !* ». Il est vrai que nos yeux voient un électeur faire tomber un bulletin dans l'urne comme chaque autre électeur, ni plus ni moins, mais pourtant, ce n'est pas la réalité.

Ainsi s'est forgée la conception mystificatrice que l'Etat bourgeois serait placé au-dessus des classes, serait le garant de l'intérêt général, « l'arbitre » ou le recours impartial, en cas de conflits dans la société.
Le courant réformiste et révisionniste dans le mouvement ouvrier a contribué à obscurcir les consciences en se ralliant à l'idéologie bourgeoise présentant l'Etat comme « neutre », »au service de tous », ou version « gauche » comme « produit du rapport de forces entre les classes » ou « social » grâce aux services publics.
Ainsi le PCF révisionniste et auparavant la social-démocratie ont analysé la démocratie bourgeoise (celle existant **avec ses limites de classe sous le capitalisme) comme la « démocratie » sans caractérisation de classe ou la « démocratie pure » de la Commune de Paris ! Dans cet ordre de pensée, les élections devenaient le moyen démocratique de choisir les équipes gouvernantes.**
Ce poison a imprégné l'ensemble des ouvriers, a fortiori les forces populaires. Ignorer ce phénomène négatif conduirait à de graves déboires et à empêcher ainsi de renforcer notre parti communiste, faute de possibilité de nouer des liens avec les masses.
C'est là notre réalité objective qu'il faut appréhender pour pouvoir un jour la transformer (Marx).

Prenons la question de « l'égalité » sous le capitalisme. Au-delà de l'égalité formelle, juridique, du fait des rapports de production d'exploitation de l'homme par l'homme, il y a inégalité sociale entre ceux qui produisent toutes les richesses sociales et ceux qui se les accaparent grâce à leur détention privée et légale (sous le capitalisme) des usines, banques, terres, services…
Les lois, au-delà de l'égalité formelle, reconnaissent et défendent cette inégalité sociale et protègent le capital, sa propriété, son pouvoir politique.

Sous le capitalisme, seuls les communistes peuvent démontrer cette réalité incontournable : les citoyens ne sont pas égaux entre eux !
C'est notre tâche de marxistes-léninistes, d'autant que les renégats du communisme ont diffusé l'inverse de cette conception de classe durant des décennies, les dirigeants du PCF n'ayant que le mot « citoyen » à la bouche, apportent une précieuse aide à la bourgeoisie dans sa volonté mystificatrice. C'est le cas de LFI, mais aussi dans une moindre mesure, de certaines organisations du mouvement communiste en France.
La bourgeoisie est en mesure d'orienter l'opinion publique lors des élections en raison de sa propriété des moyens d'impression, d'édition, des médias et publications diverses, ainsi les intérêts de classe de la bourgeoisie sont-ils présentés comme « l'opinion dominante » ! Une caractéristique accentuée aujourd'hui par les nouvelles technologies ; comme l'internationalisation, les exportations et les échanges de capitaux sont facilités et instantanés aujourd'hui, nous assistons à des promotions instantanées de candidats à chaque élection présidentielle, d'autant qu'il s'agit en France de l'élection d'un homme providentiel « par son peuple ». Cette orientation de l'opinion est potentiellement décuplée y compris pour faire tomber un homme politique.
Engels a démontré que ce sont les puissances d'argent qui s'accaparent la totalité du pouvoir.
« *La richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte mais d'autant plus sûre… premièrement par la corruption directe des fonctionnaires et deuxièmement par l'alliance du gouvernement et de la bourse* ».
Nous avons là la description imagée de la réalité du pouvoir du capital : direction *indirecte* des capitalistes qui délèguent la gestion quotidienne à des gérants loyaux et grassement payés (la haute bureaucratie d'Etat, les corps répressifs), le gouvernement étant l'expression moins d'une « alliance » que selon l'expression de Lénine d'une *fusion* des personnels dirigeant l'Etat et les entreprises. Ce que nous pouvons aisément démontrer par des exemples nominatifs : Breton (Atos, puis ministre, puis Atos puis aujourd'hui commissaire européen), Fillon (récemment nommé au CA de Gazprom), Montebourg, Dussopt (affaire des tableaux de Véolia), Macron, Tapie, pour les plus connus du personnel politique dont on parle en ce moment, mais il y a également les personnels de la haute bureaucratie, dans les ministères, parmi les conseillers etc. Je renvoie à notre article sur l'ENA. La période (liée à la maturité de l'impérialisme en France) est également riche en affaires en tous genres, mécanismes du type Pandora Papers qui nécessitent bien sûr des liens de fusion entre l'État et les monopoles, scandales qui ressortent et ne sont que les parties immergées de l'iceberg de ces mécanismes de subordination.

Qui dirige réellement le pays ?

Lénine et Staline ont montré qu'au stade impérialiste du capitalisme, l'Etat est directement subordonné aux monopoles. Les grandes décisions stratégiques ne sont pas prises à l'Elysée ou à Matignon mais bien dans les conseils d'administration des monopoles, dans les innombrables et opaques « commissions ».
Les conseils d'administration fixent l'orientation générale du pays que les dirigeants politiques au pouvoir vont appliquer au quotidien avec plus ou moins de talents et de professionnalisme, dans un rapport de forces donné. Cette dictature des monopoles va s'appuyer sur l'interaction et l'échange de personnels et de fonctions, entre actionnaires et administrateurs d'un côté, et entre ministres et dirigeants de cabinets ou conseillers de l'autre. C'est en cela que se vérifie la déclaration de Lénine sur la fusion des personnels de l'appareil d'Etat et des dirigeants des grandes entreprises capitalistes.

Comment s'exerce le pouvoir réel ?

Les révisionnistes, en avilissant la théorie marxiste-léniniste de l'Etat, ont accrédité l'idée que le Parlement et le gouvernement étaient les lieux essentiels du pouvoir. En conséquence, s'en emparer au moyen des élections, reviendrait à exercer la plénitude du pouvoir (XXème congrès du PCUS).
Ces déformations totales du marxisme sont devenues la pensée de nombre de travailleurs, sans aucun doute la majorité. Ces déformations empêchent, dans les faits, la construction d'une nouvelle et authentique avant-garde révolutionnaire et la construction d'une alternative réelle et populaire au système capitaliste. Des expressions populaires comme « ils sont tous pareils », « tous pourris », « c'est toujours la même politique » sont aussi une traduction lointaine de cette dictature du capital. Mais se détourner de la politique au moment des élections ou « tous pourris », c'est également une forme d'illusions sur les élections qui pourraient tout changer.
Il faut pour cela que les marxistes-léninistes rappellent leur analyse de l'Etat en général et capitaliste en particulier.
L'Etat constitue une véritable « machine », selon l'expression de Marx et Engels, non réductible aux seuls parlement et gouvernement. *« L'Etat est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre* » (Lénine. « *De l'Etat* »). **« *Une machine destinée à écraser la résistance de ses adversaires de classe* » (**Staline. « *Les principes du léninisme* »).
Pour maintenir sa domination, la bourgeoisie va chercher à créer un certain consensus avec le système, y compris chez certains exploités. C'est le rôle dévolu aux médias, à l'école, à toutes les institutions idéologiques, aux organismes de sondages. Dans les périodes de « développement pacifique », de relatif calme sur le front des luttes de classes, ce consensus va s'exercer grâce au soutien social du capitalisme apporté par les partis et syndicats réformistes, par les révisionnistes.
Mais même dans ces périodes, la bourgeoisie exerce sa vigilance de classe exploiteuse et développe ses instruments de coercition et de répression.
Un ministre de la Vème République signalait avec franchise, au moment du coup d'Etat de Pinochet que « *l'armée et la police constituaient l'ultime rempart de la société libérale* ». **Allende** est un exemple vivant (sans jeu de mots) de l'invalidation et de la dangerosité du passage pacifique au socialisme sans le bris de l'État et de son appareil répressif pour le remplacer par un Etat des prolétaires. L'accession au gouvernement ne signifiait nullement la prise du pouvoir. En effet, les corps répressifs d'Etat, où les personnels dirigeants sont étroitement sélectionnés selon des critères politiques et d'origine sociale, avec la haute bureaucratie et l'appareil judiciaire, sont les cercles décisifs d'exercice de la dictature du capital. Ce sont les réelles sentinelles du capitalisme. Leur fonction est de veiller aux intérêts de la bourgeoisie monopoliste, de pérenniser en toutes circonstances le système capitaliste.
Il est d'autres circonstances où la victoire d'une coalition populaire ne nécessitera pas l'intervention directe des forces répressives d'Etat, quand la bourgeoisie réussit à diviser les forces populaires et à leur faire mener une politique de gestion loyale du système. Ce fut le cas par exemple du gouvernement de Front Populaire en France. Evénement répété après la Libération, quand la bourgeoisie n'eut de cesse d'affaiblir et d'isoler le PCF, alors pourtant « premier parti de France » … en suffrages.
C'est la raison pour laquelle, contrairement aux assertions du XXème Congrès du PCUS et de Khrouchtchev, le bolchevisme a toujours distingué la « conquête du pouvoir » à laquelle restait fixé l'opportuniste Kautsky, de la Révolution qui en premier lieu, *doit briser la machine d'Etat du capital,* c'est-à-dire purger l'ensemble des personnels, abroger les règlements qui ont servi la domination de classe du capital et entraîné d'immenses souffrances aux travailleurs ; créer parallèlement de nouvelles institutions démocratiques, une armée et une police véritablement populaires par la nomination de militants ouvriers

ayant la confiance des masses laborieuses, afin que ces institutions soient au service de la cause de l'immense majorité du pays, de l'édification du socialisme. Je renvoie à notre programme.
C'est là un des héritages les plus précieux des leçons de la Commune de Paris, une condition incontournable de la révolution qui s'oppose à l'étapisme ou à l'idée d'une politique en faveur du peuple-travailleur sans processus révolutionnaire.

Dictature du capital : des formes variables mais un même contenu de classe.

Le capitalisme a pu conforter son mode de production économique en recourant à diverses formes de dictature politique : **République plus ou moins démocratique, monarchie constitutionnelle, fédéralisme, bonapartisme, fascisme…**
Toutes ces formes, au-delà de leurs différences, ont le même contenu de classe et assurent sous ces formes variables, les mêmes fonctions étatiques, au service du capital.
La classe ouvrière n'est pas indifférente à la forme prise par le pouvoir de la classe capitaliste. Elle se détermine par rapport à la facilitation (relative) de ses conditions de luttes, à la possibilité plus grande de diffuser sa propagande, aux droits reconnus même formellement aux travailleurs.
La République démocratique est ainsi le régime bourgeois où les conditions sont les plus favorables pour œuvrer à la révolution prolétarienne, mais cela n'implique pas la négation des lois révolutionnaires universelles : comme la nécessité du travail légal et illégal de la part de l'avant-garde du prolétariat, l'obligation de briser l'appareil d'Etat du capital pour que la révolution soit victorieuse.
Toutefois, soyons réalistes, les mutations du capitalisme contemporain montrent au contraire que le capital répond à la crise et au mécontentement des travailleurs non pas en satisfaisant les revendications démocratiques, mais au contraire en développant l'autoritarisme, l'encadrement la surveillance et la répression ; depuis Sarkozy en France, c'est le chemin jusqu'à Macron aujourd'hui. C'est le résultat de l'affrontement aiguisé entre monopoles et travail, la conséquence des crises insolubles de l'impérialisme.
Au-delà des formes différentes de pouvoir bourgeois, même dans la république démocratique, la répression est la réponse des capitalistes à toute résistance et toute lutte qui va au-delà des simples rapports de production bourgeois. Occupation d'usine, de rue, d'immeubles, de logements, manifestations, prise des usines vendues par le patronat pour continuer la production, sans même évoquer les luttes révolutionnaires, autant d'actes « illégaux » sous le capitalisme, qui vont déchaîner la violence répressive du capital.
Les travailleurs peuvent mesurer alors dans leur chair, que « leur » patron n'est pas le seul adversaire, mais que c'est bien *l'ensemble* de la classe bourgeoise et *son Etat !*
Toutefois, il faut mesurer le degré de répression. La bourgeoisie au stade impérialiste et pourrissant du capitalisme, effrayée par la Révolution d'Octobre 17 et son exemple donné à l'ensemble des peuples, en proie à des contradictions internes et externes aiguës, à une crise de plus en plus longue, peut être amenée à considérer que son régime ne peut être pérennisé que par une « *dictature terroriste ouverte des monopoles les plus réactionnaires et bellicistes* » (Dimitrov) : le fascisme.
La répression sous le fascisme se caractérise par son degré mais surtout par ses objectifs. Le fascisme vise non seulement à réprimer et à interdire toutes les activités légales du parti communiste et des forces démocratiques et syndicales, mais aussi à assassiner les militants communistes et les démocrates, et à terroriser ainsi toute la classe ouvrière et les forces populaires. Le fascisme est la forme de dictature du capital la plus dangereuse pour la classe ouvrière et les travailleurs, en cela le combat contre les partis et organisations fascistes est une constante du combat des marxistes-léninistes.
Nous devons en effet, à partir des enseignements des classiques du marxisme, combattre les points de vue semi-anarchistes, trotskistes, populistes selon lesquels la répression engendrerait mécaniquement la résistance révolutionnaire et l'aspiration au socialisme. Au contraire, dans tous les Etats de dictature fasciste, l'expérience historique a montré que cela suscitait un renforcement des aspirations mais aussi des illusions démocratiques bourgeoises dans les masses, des difficultés accrues pour conduire le travail communiste de manière massive, dans un climat d'anticommunisme exacerbé.
Dans tous les cas, sous toutes les formes de dictature du capital, les tâches révolutionnaires des communistes consistent à montrer ce qui se cache derrière la démagogie sociale ou démocratique de la bourgeoisie et de ses agents, à démasquer la nature de classe de l'Etat.

La question du parlementarisme, du point de vue matérialiste, demande de prendre en compte le nouveau stade impérialiste du capitalisme.

A l'époque du capitalisme pré-monopoliste, le parlementarisme était le reflet politique d'une condition matérielle : la dictature de classe était exercée par *l'ensemble* de la bourgeoisie, d'où les compromis incessants. La concentration monopoliste liée à la ruine et à l'absorption des entreprises écrasées par la concurrence vont entraîner la fusion du capital bancaire et industriel en une entité unique : le *capital financier.*

Ainsi Lénine, Staline, L'Internationale Communiste, le Kominform, vont développer l'analyse de Marx et Engels sur l'Etat bourgeois.

Le capital financier devient fraction dirigeante de la bourgeoisie et va assurer la défense de l'ensemble de la bourgeoisie, mais en assurant avant tout la défense de ses propres intérêts monopolistes.

Cela a des incidences sur le régime politique bourgeois. Le parlementarisme perd de son utilité pour le capital financier, puisque les monopoles se sentent assez puissants pour imposer leur politique à leurs alliés de classe. Même si le parlementarisme reste proclamé constitutionnellement, il est devenu largement superfétatoire pour la bourgeoisie monopoliste.

Dès lors, à des rythmes variables selon les Etats, le pouvoir bourgeois va chercher à s'appuyer sur des exécutifs « forts », plus faciles à orienter. Le capitalisme de monopoles va donc entraîner, selon l'expression remarquable de Lénine « *un tournant de la démocratie vers la réaction, la réaction sur toute la ligne* ». Ce rythme a été plus lent en France, mais rattrapé depuis et en phase de maturité complète, ce qu'espère la bourgeoisie en tout cas.

En effet, au stade impérialiste du capitalisme, la bourgeoisie va être obligée de violer ses propres droits et lois afin de contenir les luttes de classes et révolutionnaires !

« *Autrefois, la bourgeoisie (...) défendait les libertés démocratiques bourgeoises pour gagner une popularité dans les masses. De ce libéralisme, il ne reste plus trace. Plus de liberté individuelle ! Les droits de l'homme ne sont reconnus qu'à ceux qui détiennent un capital, tandis que tous les autres citoyens sont considérés comme du matériel humain brut, propre seulement à être exploité. Le principe de l'égalité des hommes et des nations est foulé aux pieds. Il est remplacé par le principe qui donne tous les droits à la minorité exploiteuse et prive de droits la majorité exploitée des citoyens. Le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises est jeté par-dessus bord. Je pense que ce drapeau, c'est à vous représentants des partis communistes et démocratiques de le relever et de le porter en avant si vous voulez rassembler autour de vous la majorité du peuple* » (Staline, Discours au XIXéme Congrès du PCUS. 1952)

Rappelons que pour Marx et Engels, le suffrage universel présente des aspects contradictoires. Il est tout d'abord dans beaucoup de pays, le fruit et le résultat des luttes de la classe ouvrière et de la bourgeoisie républicaine (ou pas) pour les libertés démocratiques. C'est en cela que les communistes contemporains doivent combattre toute violation et restriction des droits démocratiques bourgeois. Ne pas le faire sous prétexte de crainte du « renforcement des illusions des masses vis-à-vis du capitalisme », c'est ignorer la dialectique de lutte entre le combat pour les droits démocratiques (toujours limités sous le capitalisme) et la révolution socialiste. C'est s'en tenir à une simple dénonciation économiste du capitalisme et renoncer ainsi à expliciter la nature de l'Etat capitaliste. Si des droits nouveaux sont conquis de haute lutte, ils renforcent la confiance de la classe ouvrière dans ses propres forces. Ne pas mener de tels combats, c'est nuire à la nécessité de l'hégémonie politique du prolétariat dans le mouvement démocratique, le cantonner à un certain corporatisme.

Mais il existe un autre aspect bien occulté par l'opportunisme et le révisionnisme : le contenu de classe du suffrage universel et des élections dans le cadre du capitalisme.

Pour la bourgeoisie, forte de son monopole sur les sources d'informations et de connaissances, c'est le moyen privilégié et décisif pour duper les travailleurs en « légalisant et légitimant » les équipes pro capitalistes au pouvoir, « selon la volonté populaire » !

« ***En régime capitaliste, la démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette ambiance que créent l'esclavage salarié, le besoin et la misère des masses*** » (Lénine).

Sous le pouvoir du capital, le suffrage universel est donc un instrument de duperie des travailleurs puisqu'en réalité les médias, instituts de sondage sont propriété de la classe capitaliste qui distille et oriente l'information, les études, les analyses selon ses seuls intérêts de classe, afin de pérenniser et sauver le régime d'exploitation du salariat.

La Révolution socialiste d'Octobre 17 a entraîné des craintes accrues de la bourgeoisie sur son propre avenir. Le prolétariat a prouvé

1/ que le socialisme était bien le mode de production (comme première phase du communisme) qui succédait au capitalisme et liquidait exploitation de classe et oppression nationale.
2/ que la classe ouvrière pouvait gouverner *contre* les capitalistes et *sans* eux ! « *Un monde sans travailleurs est impossible, un monde sans capitalistes est nécessaire !* »
Ce tournant vers la réaction va se traduire dans les Etats impérialistes par l'autoritarisme croissant, la multiplication des effectifs de l'appareil bureaucratique d'Etat et des organismes punitifs et répressifs.
Les lois d'exception, la préparation de la gendarmerie et de l'armée à affronter les civils en cas de troubles, la restriction des libertés démocratiques, la chasse au faciès et l'expulsion des travailleurs immigrés est devenue la règle dans tous les Etats impérialistes.
Ce processus a été qualifié de fascisation du système capitaliste par l'Internationale Communiste. Cette **fascisation** engagée, depuis de longues années, a été mise en œuvre tant par les partis réactionnaires classiques que par la social-démocratie.
Parallèlement à ces dispositifs, en raison des fabuleux profits des monopoles, l'impérialisme va accentuer la tendance du capital à corrompre les dirigeants des partis ouvriers et syndicalistes afin que ces derniers servent de courroie de transmission de la stratégie monopoliste dans le mouvement populaire.
Une des formes les plus visibles de cette volonté d'intégration au système a été permise par le parlementarisme et son octroi d'avantages divers voire de sinécures. La formation continue d'une aristocratie et d'une bureaucratie ouvrières avec des moyens considérables à notre échelle (c'est-à-dire comparé à nous) a été le vecteur par lequel le réformisme s'est diffusé facilement dans le prolétariat.

II/ La situation électorale en France aujourd'hui

En 1958, la venue au pouvoir des réactionnaires dirigés par De Gaulle signifiait avec un certain retard, un redéploiement de la politique de l'impérialisme français.
Tournant réactionnaire, tout d'abord, qui mit fin au parlementarisme bourgeois classique (IIIème et IVème République) pour les motifs de classe évoqués ci-dessus.
C'est tout d'abord la Constitution de 1958, qui s'appuie sur l'élection au suffrage universel du Président de la République, pour substituer au parlementarisme traditionnel un exécutif fort accordant des pouvoirs démesurés à un seul homme ! (exemples : l'article 16 b, la dissolution, le 49-3…).
L'essentiel des tractations ne se passent plus au Palais-Bourbon mais dans les conseils d'administration des grandes sociétés. Cette forme autoritaire de pouvoir renoue avec les pires tendances réactionnaires de l'histoire de France : monarchisme et bonapartisme. **Aux législatives, connectées désormais aux présidentielles (2 mois après), avec de surcroît le mode de scrutin majoritaire à deux tours, est favorisée la constitution de bloc autour d'une formation dominante, laminant les « petites formations ».**
Enfin, cette nouvelle Constitution de 1958 a signifié un renforcement de l'impérialisme français. Prenant acte, suite aux guerres de libération nationale des peuples opprimés, de la crise du colonialisme, la réaction gaulliste (important d'insister sur De Gaulle) a su réorienter les objectifs de l'impérialisme français vers la continuité du pillage et de la domination en Afrique et ailleurs par un néo-colonialisme (semi-colonialisme), par l'intégration dans un bloc impérialiste des Etats d'Europe, et en assurant les surprofits aux monopoles par la conquête de nouveaux marchés.
D'autres conséquences ont été occasionnées par l'avènement de la V^{ème} République :
- Affirmation du règne sans partage des monopoles, recours à une **politique de capitalisme monopoliste d'Etat** avec loi de rentabilité financière pour les entreprises publiques, aides publiques aux entreprises privées,
- Achèvement de **l'intégration de la social-démocratie au système impérialiste** par l'intégration totale des dirigeants à l'appareil d'Etat et aux conseils d'administration des monopoles,
- **Recours massif à l'immigration** pour les travaux les plus difficiles, pour les tâches d'O.S. La classe ouvrière a vu aussi ses droits électoraux rognés, puisqu'une partie importante du prolétariat était privée de ce droit, faute de « citoyenneté » (aujourd'hui environ 40 % des ouvriers !),

- Le soutien présidentiel s'est ainsi subordonné le scrutin législatif, après le passage au quinquennat du mandat puisque les législatives suivent les présidentielles, dans un intervalle de quelques semaines. Il s'agit alors, par une sorte de plébiscite, de « donner une majorité parlementaire au Président »,
- Le Parlement est devenu ainsi une chambre d'enregistrement des décisions présidentielles et gouvernementales, son rôle a été considérablement affaibli.
- **La dictature du capital avait pris en France une forme nouvelle, centrée sur le *bipolarisme,* deux partis ou blocs des monopoles (UMP/PS) se succédaient en alternance.**
La crise de l'impérialisme et ses crises économiques accentuées ont accentué la crise politique de représentativité avec le rejet de l'alternance UMP/PS dont le PS a fait les frais. Le système politique français est dans une période d'instabilité à la recherche de nouveaux mouvements et oppositions formelles pour duper les masses et réussir le rattrapage du capitalisme français pour une meilleure exploitation salariale ; Macron en est l'émanation ; une opposition plus axée sur ceux pour le « système » contre soi-disant les « anti-système » que sur droite-gauche ; le deuxième pilier de l'ancienne alternance UMP devenu LR est également fragilisé, disparaitra-t-il durablement des élections nationales ? (ce qui ne veut pas dire qu'il ne puisse se remettre en selle), les atermoiements de LR peuvent le laisser penser, même s'ils ont déjà réussi, eux, à changer leur nom. Et cela, c'est sans compter les implantations locales, une armada d'élus locaux entretenues par des dizaines d'années de corruption ; la difficulté de la droite à se différencier de Macron est une manifestation de ses difficultés.
L'élection 2022 se déroule sur fond de crise aiguë du système de représentation politique. A plusieurs reprises, ces dernières années, il a été signifié que le pays « légal » n'est plus légitime.
La profondeur de la crise est illustrée depuis le référendum sur le Traité constitutionnel européen, la crise des banlieues et la lutte anti-CPE, la multiplication des affaires, la répression des mouvements populaires comme celui des Gilets jaunes, les manifestations historiques pour les retraites, les scandales de la crise sanitaire, les scandales répandus de la gabegie des milliardaires français pendant la crise, les records d'abstention sous la Vème République aux élections municipales et régionales...
La tâche des marxistes-léninistes est de travailler à transformer la crise de régime en une crise révolutionnaire remettant en cause l'ensemble du système capitaliste, par la dénonciation des projets et programmes des partis et nouveaux mouvements politiques des monopoles.

III/ Elections et tactique révolutionnaire

Vous l'avez compris : la position de principe consiste à cibler ce qui se cache comme enjeux de classe derrière les consultations électorales, les annonces des candidats. La nature de classe de l'Etat bourgeois doit être démontrée à chaque élection. Avec les élections, la dictature du capital cherche toujours à dévoyer les luttes, à les envelopper, à les subordonner aux échéances de vote.
Les tendances constitutionnalistes et parlementaristes ont toujours été vives dans les partis ouvriers des Etats impérialistes, véritable tumeur maligne des partis ouvriers, qui touche même le mouvement communiste de France se réclamant du marxisme-léninisme (ML), d'une manière plus ou moins camouflée.
Cette grave et dégénérative déviation parlementariste a suscité aussi, par contrecoup, des tendances gauchistes, compréhensibles mais qui ont affaibli la connaissance de l'héritage léniniste.
L'antiparlementarisme s'est accompagné de tendances semi-anarchistes.
Une tactique électorale révolutionnaire ne saurait donc être immuable en tout lieu et tout temps. Elle dépend principalement de l'analyse des rapports de forces mondiaux et nationaux, des enjeux de classe du prolétariat, des positions et intérêts immédiats du mouvement populaire. Enfin, du lien que seuls les marxistes-léninistes peuvent établir avec la perspective stratégique, même lointaine, de révolution socialiste.
Marx et Engels ont toujours dénoncé vivement les déviations parlementaristes, mais aussi fortement combattu les tendances à l'isolement du mouvement ouvrier.
« *Un ou deux millions de voix ouvrières pour un parti ouvrier véritable ont infiniment plus de valeur qu'une centaine de milliers de voix en faveur d'un programme parfait du point de vue théorique* ».
(Recueil de lettres d'Engels, cité par Lénine in *« Préface aux lettres de Marx, Engels, Becker, Dietzgen* »).
Que veulent signifier les classiques ?
On sait que Marx et Engels ont toujours combattu la transformation du marxisme en dogme. En effet, en raison de l'héritage de siècles de prosélytisme religieux, certains militants communistes

développent une conception selon laquelle on défend un programme « pur » et on cherche à « rallier » à l'idéal communiste. Résultat : arrive en général un fort contingent d'intellectuels, mais on ne mord pas ou peu sur la classe.
Les communistes doivent être capables, pour mériter le titre d'avant-garde, de relier les aspirations, revendications des masses (pas toutes économiques), à leur but stratégique révolutionnaire. La majorité des organisations communistes ont su employer une telle tactique lors du référendum, en menant une campagne indépendante dans les masses, tout en agissant avec les comités du NON. Il n'en fut pas de même aux Présidentielles, avec par exemple, l'appel de certaines organisations à voter Mélenchon en 2017, sans parvenir à relier à un objectif révolutionnaire et de renforcement indépendant des positions et consciences révolutionnaires.
Les élections et prises de position électorales relèvent de la tactique et sont un élément dérivé, secondaire, de la politique communiste.
Le primat absolu, nous enseignent les classiques, c'est la priorité aux luttes, la priorité à l'intervention ouvrière et populaire. Une lutte, même mineure vaut mieux que n'importe quel succès électoral.
Ce rappel est nécessaire, car il peut exister un fétichisme électoral même chez les « antiparlementaristes ». L'exemple de camarades du Parti qui disaient que ça ne sert à rien de présenter des candidats car on fera trop peu de voix, montre en fait qu'il y a un fétichisme du résultat électoral, une illusion.
La tactique électorale doit être définie à partir des intérêts du prolétariat, en partant du niveau de conscience réel (qui n'est jamais celui qu'on voudrait qu'il soit). Nous devons montrer notre capacité à partir des revendications urgentes économiques et démocratiques, nationales et internationales, à les relier à notre combat pour le renforcement du parti communiste et la révolution socialiste. C'est infiniment difficile et il y aura inévitablement des erreurs et des fautes, mais c'est la seule voie pour construire ce que l'Internationale appelait un « parti bolchevique de masse ».
Agir dans les masses à partir de leur niveau de conscience pour le transformer révolutionnairement n'est pas se diluer ni se renier à la condition impérative, qu'en toutes circonstances, le mouvement communiste agisse en toute indépendance et soit capable à tout moment de se démarquer politiquement et idéologiquement, y compris de ses éventuels alliés.
« *Les formes parlementaires ont fait historiquement leur temps* », affirmaient les communistes hollandais de « gauche » cités par Lénine. Bien sûr, dès 1920, date de cet écrit sur le plan de développement de l'humanité, ces camarades avaient raison.
Oui ! Mais que faire quand des millions d'ouvriers, de travailleurs (à condition d'avoir les yeux ouverts sur une réalité qui n'est pas celle souhaitée) font confiance, bon gré mal gré, à telle formation réformiste, espèrent telle issue électorale ?
Voici ce qu'écrit Lénine : « *Le tout est justement de ne pas croire que ce qui a fait son temps pour nous, a fait son temps pour les masses* ». (Lénine « *Maladie infantile du communisme* » - p. 490, tome 3 OC. Editions 1949 « *Faut-il participer aux parlements bourgeois ?* ch.6)
« *Si même, ce n'était pas des « millions » et des « légions », mais simplement une assez importante minorité d'ouvriers industriels qui suivaient les prêtres catholiques et d'ouvriers agricoles qui suivaient les grands propriétaires fonciers et les koulaks, il en résulterait déjà que le parlementarisme en Allemagne n'a pas encore fait son temps politiquement, que la participation aux élections parlementaires et aux luttes parlementaires est obligatoire pour le parti du prolétariat révolutionnaire précisément afin d'éduquer les couches retardataires de sa classe, précisément afin d'éveiller et d'éclairer la masse villageoise inculte, opprimée et ignorante* » (ibid …….) ».
« *Tant que vous n'avez pas la force de dissoudre le parlement bourgeois et toutes les autres institutions réactionnaires, vous êtes tenus de travailler en leur sein* ». (ibid …..).
Ces lignes ont été écrites en 1920, en période d'offensive révolutionnaire mondiale, elles gardent cependant a fortiori toute leur actualité en période de reflux du mouvement révolutionnaire dans les Etats impérialistes.

Les tactiques mise en débat :
a) Première tactique : mener une campagne électorale avec des candidats, campagne qui ne vise pas à « faire des voix pour des voix », mais à déployer de manière compréhensible toute notre politique, à éveiller les consciences, en exposant crûment la nature, les mécanismes du système capitaliste et la nécessité de son renversement. Les élus et candidats étant étroitement subordonnés à l'organisation communiste, leur traitement devant être aligné sur le salaire moyen d'un ouvrier.

Lénine considérait que le parlementarisme (siéger au Parlement ou dans toute institution bourgeoise) constituait une rude école bolchevique de vérification des convictions et du degré de résistance aux tentatives multiples d'intégration du capital.

b) L'autre tactique à laquelle les communistes peuvent recourir est le boycott. Il ne s'agit pas de choix, bien sûr, mais de la décision tactique adéquate prise, compte tenu des conditions objectives et subjectives.

Cette tactique est nécessaire, par exemple, lorsqu'un mode de scrutin vise à légitimer une réforme réactionnaire ou que la question posée recèle un piège pour les forces populaires (référendum sur le quinquennat présidentiel, alors que nous sommes pour l'abrogation du présidentialisme, sur la Kanaky, alors que nous sommes pour l'autodétermination de ce peuple etc.).

Le boycott est donc **indissociable de l'action de masse des communistes pour délégitimer la réforme du pouvoir ou l'élection avec l'objectif que la majorité des électeurs refusent de voter.**

La réussite d'un boycott est souvent liée à l'essor des luttes de classe. Le parlementarisme apparait alors pour les masses comme une diversion de leurs luttes. Au contraire, avec le reflux des luttes, les illusions parlementaires et électorales sont plus fortes. Rester fixés sur des mots d'ordre et formes de lutte immuables, conduit à de sérieuses déviations quand les conditions ont changé ! La période des otzovistes en Russie est un exemple connu.

Sous des airs de pureté révolutionnaire, s'inscrire dans le « boycott permanent », c'est laisser aux partis réformistes le monopole de l'action sur le terrain des élections, capituler devant les illusions parlementaristes précisément !

c) Enfin, dans les situations où le mouvement communiste est trop faible pour participer directement aux élections ou pour lancer un mot d'ordre efficace de boycott couplé aux luttes de classe, souvent a été lancé le mot d'ordre d'abstention révolutionnaire ou de « bulletin communiste ou rouge », « Pas une voix au candidats du capitalisme ». C'est souvent nécessaire mais c'est le reflet hélas, de la faiblesse du mouvement communiste en France.

IV/ Elections présidentielles : quelle tactique pour notre Parti ?

A/ Déterminer l'objectif de classe

L'enjeu n'est pas d'avoir la position verbale la plus « radicale », mais de trouver le ou les maillons faibles qui, tirés, permettront à la conscience révolutionnaire de progresser dans les masses.

Quel est le principal butoir qu'il faut attaquer ? Quel est l'obstacle qu'il faut cibler pour commencer à l'effriter ?

Pour le PCRF, il me semble fort qu'il s'agit du capitalisme, propriété monopoliste des moyens de production et d'échanges et son Etat. Poser la question de l'Etat, c'est s'attaquer à ce qui a été éludé par les révisionnistes, ce qui a eu pour conséquences parmi d'autres :

1/ d'accréditer l'idée que le socialisme pouvait être réalisé au moyen d'une voie parlementaire sans révolution ou par une étape obligatoire (nationale ou anti-libérale) !

2/ de mettre en selle la social-démocratie (parti des monopoles) comme alliée stratégique, voire de la mettre en selle sous des formes variées !

3/ de subordonner les luttes aux échéances électorales,

4/ de prôner la « neutralité » de l'Etat puis de renoncer au concept même de socialisme pour simplement aménager le système capitaliste (PCF, LFI).

Les marxistes-léninistes, dans cette campagne, doivent démontrer que le capitalisme est le principal obstacle à la satisfaction des besoins.

B/ Mettre la classe ouvrière au centre de la campagne

La crise sanitaire a mis en avant le rôle de la classe ouvrière, sujet repris mais déformé avec le concept de premiers de cordée, avec le « produisons français », voire par les oripeaux de l'union nationale et les efforts de tous sans distinction de classe. Je propose que nous prenions appui et portions en avant les intérêts et les revendications de la classe ouvrière et des employés (ce qui ne signifie pas abandonner les autres couches populaires). Classe ouvrière, dont près de 40 % des membres est privé du droit de vote, privé de droits (les immigrés) !

La classe ouvrière est celle qui a le plus souffert de la période Covid-19 et du renforcement de l'exploitation : des nouveautés dans les contrats de travail, les plans sociaux, l'organisation du travail, les dérogations en tous genres, le chômage partiel, les ruptures de contrats, les fermetures d'entreprises (encore

aujourd'hui avec les pénuries comme les semi-conducteurs…), les fusions et rachats. Les chiffres sont pléthoriques, illustrant les souffrances d'un côté et la gabegie de l'autre.

Les thèmes doivent porter :
- sur la nécessité des luttes, luttes qui sont la seule voie de résistance quel que soit le président élu,
- sur l'unité de la classe ouvrière : français/immigrés, privé/public, statutaire/précaire, hommes/femmes,
- sur la solidarité de classe internationale, la lutte contre les monopoles exploiteurs ici et dans les pays sous domination de l'impérialisme français,
- sur la nécessité d'alliances de classes.
Les alliances de classes, nous devons y travailler en appelant à la création (ou en participant) de comités de défense des services publics de proximité, de comités de défense des emplois ou contre des fermetures, afin de prouver que les intérêts des couches populaires : commerçants, enseignants, transporteurs etc. sont convergents avec les travailleurs qui perdent leur emploi et la ville son tissu économique. **Ces comités sont des embryons concrets des alliances de classes et du nécessaire front uni ou front social d'action, peu importe le nom.**

C/ Dénoncer le présidentialisme comme forme de la dictature du capital mais aussi le Parlement comme dispositif d'entérinement présidentiel.
Nous allons nous appuyer sur notre campagne pour les libertés démocratiques « Accusons le capitalisme », dont nous allons discuter tout à l'heure.
Rappeler comment le capital grâce à ses médias, instituts de sondage, aides financières, va orienter l'opinion publique. Les jeux sont faits avant même les élections grâce à la force du vote utile !
Les 3 ou 4 principaux candidats des monopoles en vue sont Macron et Le Pen, Zemmour, Bertrand ; ne sous-estimons pas la social-démocratie, peut-être reverdie autour de Jadot ou Hidalgo, car les positionnements gauche-droite améliorent l'illusion du dispositif démocratique, son écroulement avec le PS notamment explique en partie l'abstention record des dernières élections. L'extrême-droite vise à « lepéniser » les esprits, à semer le racisme et la division chez les travailleurs : Le Pen et Zemmour peinent encore à gagner les faveurs ou un consensus des monopoles. Zemmour permet de multiplier les options et les possibilités à l'extrême-droite, et de rajouter des thématiques à côté d'une Le Pen isolée ou en difficulté.

Les convergences des principaux candidats sont nombreuses :
- **destruction du Code du travail et renforcement de l'exploitation (retraite, temps de travail etc).**
- **défense des intérêts monopolistes**
- **soutien à l'impérialisme français**
- **fascisation continue et accentuée des institutions à des degrés divers.**

Leurs divergences portent sur la place et les alliances de l'impérialisme. Macron est un champion de l'UE renforcée et du couple franco-allemand ainsi que d'alliances jouant sur tous les tableaux ; Le Pen est plus sur un renversement des alliances (Russie par exemple). **Mais tous parlent du déclin de la France et les titres de leur programme ou de leurs tribunes de meeting se ressemblent.**
La période de l'impérialisme et du mécanisme unique entre l'État et les monopoles et du présidentialisme est propice à de nombreuses affaires, le gouvernement Macron bat le record de membres du gouvernement mis en examen (Darmanin, Dussopt, Dupont-Moretti, Ferrand, Bayrou…) sans compter Benalla. Tout cela n'étant que des parties émergées du sujet. Il faut dénoncer haut et fort ces bandits et corrompus.
Ces candidats doivent être dénoncés et rejetés comme candidats des monopoles.
Les autres candidats sont là pour témoigner et jouer leur partition et surtout toucher les dividendes du financement par l'Etat ! Les trotskistes (Poutou-Arthaud) jouent pleinement leur rôle de diviseurs des forces populaires et de détournement de la conscience révolutionnaire (partage de richesses, sujets sociétaux). Arthaud va défendre son credo habituel centré sur « l'économisme » de façon à déconnecter la classe ouvrière des luttes politiques, démocratiques et internationalistes et à laisser le prolétariat lutter uniquement dans le cadre des rapports de production bourgeois. Le PCF et LFI sont la roue de secours social-démocrate de gauche au capitalisme, avec un PCF dont la survie des 10 000 élus dépend toujours du PS.
Toutes ces candidatures doivent être rejetées comme contraires à l'intérêt des travailleurs.

Un mot sur Macron, car ce que nous disions dans le dernier rapport du CC en janvier 2021 se confirme. Macron parie sur la gestion de la fin du Covid et le soulagement d'un happy-end ainsi que sur la reprise et le rebond économique inévitable, même avec des chiffres en trompe l'œil, il joue aussi la continuité et la stabilité et se projette avec un plan de relance jusque 2030. Comme prévu, il a le soutien de Philippe et toujours de Bayrou. La faiblesse locale relative du mouvement LRM n'étant pas forcément une faiblesse, il peut aussi s'appuyer sur la puissance de l'État et faire campagne (voir en ce moment) avec une forte habileté médiatique (réseaux sociaux compris). Macron a réussi dans le pari de remplacer le dispositif UMP-PS à bout de souffle, en ne jouant pas seulement le « dégagisme » ou le renouvellement, mais aussi l'union nationale au-dessus des partis et du « gauche-droite », surtout au début et encore aujourd'hui dans une certaine mesure. Il est encore le favori des monopoles avec un bilan positif de leur point de vue.

V/ Pour une campagne d'action du Parti et des communistes !

L'essentiel dans cette campagne ne réside pas dans la forme, mais dans le contenu communiste de la campagne. Certains se polarisent sur les appels à voter Roussel ou LFI ou autre. Si c'est un terrain tactique très secondaire, il est vrai que cela n'aide pas dans la situation actuelle de faiblesse du communisme en France à la reconnaissance et la création d'un PC léniniste fort. C'est même une continuité de la tare du mouvement communiste de France de se subordonner au bloc « républicain » comme hier à la SFIO et au PS aujourd'hui à la social-démocratie fût-elle de gauche ou de la « gauche de la gauche ».
L'enjeu est de faire connaître la voie alternative des marxistes-léninistes.
Nous proposons que le choix de la tactique pour les Présidentielles soit tranché en janvier au prochain CC, voir plus haut les possibilités.
Pour les législatives, je propose que nous utilisions la tactique de présenter des candidats dans certains départements. Je rappelle qu'un candidat n'est pas obligé d'habiter la circonscription, le département ou la région, et que la parité n'est obligatoire que si on veut se faire rembourser, ce qui ne sera pas notre cas.
Nous devrons critiquer en profondeur le programme Roussel et LFI, au moyen d'une brochure par exemple, dénoncer les aspects pas seulement réformistes mais aussi réactionnaires : inscription dans l'UE impérialiste, « démocratisation » des instances impérialistes internationales, « partage » des richesses, critique ambiguë du « productivisme » de la prédominance de la petite bourgeoisie.

Manifestement, il va être compliqué de réussir une campagne unitaire des organisations communistes, mais je pense que nous devons proposer localement et nationalement encore des actions de luttes communes dans cette période sur la vie chère, l'emploi, l'UE, libertés démocratiques, la santé, autres. Avec nos campagnes « *Accusons le capitalisme* », nous visons toujours à créer des embryons d'alliances, des fronts unis autour d'axes de luttes concrètes et y forger une aile anticapitaliste et anti-impérialiste dans le mouvement populaire. Agir dans des comités ou être à l'impulsion de nouveaux avec pour point d'ancrage la défense des intérêts et des positions de la classe ouvrière, avec l'objectif réitéré de favoriser tout ce qui va dans le sens de l'intervention des masses contre les petites bureaucraties révisionnistes ou trotskistes.
Le travail dans ces comités ou collectifs a aussi ses motifs stratégiques. La révolution survient quand il y a crise révolutionnaire (ceux du haut ne peuvent plus diriger, ceux du bas ne veulent plus l'être). La créativité des masses aboutit à la création d'organes parallèles anti-parlementaires (communes-soviets-comités populaires). Le travail dans les comités de base, le soutien à tout ce qui développe la démocratie directe constitue un début de rupture objective avec les traditions parlementaires et délégataires particulièrement fortes dans le mouvement ouvrier français.
Ces comités de base – locaux et d'usine – (là les réformistes seront moins présents) travailleront au développement des luttes : grève, occupations d'usine, actions « coups de poing », blocages, grève générale. Sur cette base, en cas de crise révolutionnaire, ils peuvent constituer des organes de double pouvoir puis des comités de prise du pouvoir organisant la grève générale politique et le soulèvement populaire pour la révolution socialiste. Ceci n'est pas un travail d'unité aux élections à venir ou suivant, c'est un travail de longue haleine.
Dans ces comités ou collectifs, nous devons relier la lutte quotidienne contre les conséquences du capitalisme à la lutte générale contre le capitalisme et pour le socialisme, seule alternative populaire au capitalisme.

Bien des étapes seront nécessaires :
a/ formation d'une aile anticapitaliste
b/ puis création au fur et à mesure des progrès du travail des communistes, d'un front populaire anticapitaliste d'un front social d'action prenant pour cible le système capitaliste dans son ensemble (rupture des membres des comités avec les partis petits-bourgeois). De plus, l'inscription dans cette tactique, y compris aux présidentielles et législatives, contribuera à accélérer le rythme de construction du parti communiste.

Axes de lutte comme :

1/ Défense des libertés démocratiques

- abolition du présidentialisme
- dénonciation du pouvoir (dictature) du capital
- abrogation de la V^{ème} République, favoriser les organes et initiatives de démocratie directe, réflexion sur une Constituante par en bas (avec les comités, collectifs en bas).
- droit de vote aux immigrés
- proportionnelle intégrale à toutes les élections
- révocabilité
- pouvoir budgétaire aux comités locaux
- régularisation de tous les sans-papiers.

2/ Défense des revendications sociales

- axes de luttes vie chère, santé, emploi
- appuyer la réalisation d'une marche nationale des privés d'emploi pour leur droit au travail
- mettre le sujet de la propriété privée capitaliste quand des usines ferment ou que des besoins vitaux sont touchés (santé, transport, eau, énergie, logement).
- SMIC et salaires
- défense et développement de l'école laïque et publique

3/ Lutte contre l'impérialisme/solidarité internationaliste

- dénonciation des politiques de l'impérialisme US qui reste le plus fort, mais aussi française, britannique, russe, chinois…..
- non aux diktats de la commission de Bruxelles, lutte continue jusqu'à la rupture de la France avec l'UE indissociable de la lutte pour le socialisme, lutte internationale pour briser cette entente impérialiste
- lutte contre l'impérialisme français (retrait des corps expéditionnaires en Afrique et Afghanistan), autodétermination des colonies et Dom-Tom
- retrait de l'OTAN et lutte pour sa dissolution
- dénonciation de la politique des instances impérialistes internationales (FMI-OMC-OCDE etc.)
- Solidarité avec tous ceux qui résistent au nouvel ordre mondial impérialiste : Palestine, Cuba, Syrie, Corée populaire, ...

4/ Pour le socialisme, seule alternative au capitalisme

- Démontrer l'exploitation salariale source de tous les maux : misère – chômage – guerre
- La propriété capitaliste des moyens de production, échange, médias ne peut plus satisfaire les besoins matériels et culturels de la majorité de la population
- Pour la propriété sociale et le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs dans la perspective du communisme.
- Construire et renforcer notre Parti communiste pour une nouvelle révolution en France anticapitaliste et socialiste.
